



ISLAMISME ET VISION ARABO-MUSULMANE :
LE CAS DE L'ALGERIE

Mémoire de géopolitique

du Capitaine de Frégate Hamad ALDOSARI

**dans le cadre de l'étude dirigée 'Géopolitique du
Maghreb'**

Directeur : Madame Nicole GRIMAUD

Mars 2001

ISLAMISME ET VISION ARABO-MUSULMANE :
LE CAS DE L'ALGERIE

Sommaire

INTRODUCTION HISTORIQUE.

I. LAÏQUES, ISLAMISTES ET POPULARITE

II. L'ALGERIE : L'EXEMPLE
DOULOUREUX.

III. LES ISLAMISTES ET APTITUDE A
GOUVERNER ?

CONCLUSION

Remerciements

L'auteur tient à remercier Madame GRIMAUD pour ses conseils et ses directives, ainsi que le CNE Tarek CHAAR dont l'aide a été particulièrement précieuse et généreuse pour rédiger ce mémoire en langue française.

ISLAMISME ET VISION ARABO-MUSULMANE LE CAS DE L'ALGERIE

Table des matières

INTRODUCTION HISTORIQUE	5
LA LUTTE INTERIEURE	6
LA LUTTE CONTRE LA COLONISATION MILITAIRE	7
LA LUTTE CONTRE LA COLONISATION CULTURELE	7
LA LUTTE CONTRE LES GOUVERNEMENTS LAÏQUES	8
LAÏQUES, ISLAMISTES ET POPULARITE	8
GOUVERNEMENTS CONTRE ISLAMISTES	8
RAISONS DIRECTES	11
RAISONS INDIRECTES	12
L'ALGERIE , L'EXEMPLE DOULOUREUX	13
L'ECHIQUIER ALGERIEN	14
LE DIALOGUE A L'ALGERIENNE	17
LE DIALOGUE ET L'ARMEE	18
TRAITE DE ROME	20
LA SOLUTION POLITIQUE	22
LES ISLAMISTES ET APTITUDE A GOUVERNER ?	23
LA CONSTRUCTION POLITIQUE DE L'ETAT ISLAMIQUE	24
LE CONCEPT DE L'ETAT VU PAR LES ISLAMISTES	26
CONCLUSION	30

INTRODUCTION HISTORIQUE :

Les islamistes deviennent de plus en plus présents sur la scène politique. Une révolution islamique en Iran et la création d'un état chiite puissant, un autre état au Soudan, en Turquie c'est l'accession au pouvoir par la voie démocratique pendant deux ans, et peut être plus s'ils n'avaient pas été enlevés par l'armée. En Algérie où ils sont très populaires, c'est l'armée qui les empêche également d'arriver au pouvoir. Leur très large soutien dans tous les pays musulmans est la raison pour laquelle la vraie démocratie ne peut pas être appliquée dans les pays musulmans.

Tout d'abord, dans un premier temps il est important de définir la définition du mouvement islamiste. En général, nous pouvons dire que c'est un mouvement politique qui vise au retour du vrai islam ou du vrai état islamique représenté par le Khalife. De quel Khalife s'agit-il ? Et de quel état islamique ? C'est là que le problème réside, car chaque mouvement a une vision différente des choses et sa propre logique. Ils ont quelque fois une approche différente de l'islam.

Les mouvements islamistes ont vu le jour avec l'existence de l'Islam, c'est à dire depuis quinze siècles. La raison de leur existence était presque toujours politique. Au cours de ces siècles, la lutte de ces mouvements s'est développée, et a changé selon les intérêts politiques et la nature de la menace.

Le dénominateur commun de cette lutte a toujours été l'Islam, la religion révolutionnaire, qui a toujours représenté le moteur de ces mouvements.

La lutte des mouvements islamistes est passée par plusieurs époques :

*La lutte intérieure : c'est l'époque où la lutte concernait uniquement les mouvements islamistes.

*La lutte contre la colonisation militaire : il s'agit de l'affrontement entre les mouvements islamistes et les colonisateurs européens.

*La lutte contre la colonisation culturelle : c'est la lutte contre la laïcité.

*La lutte contre les gouvernements laïques : c'est l'affrontement entre les mouvements islamistes et certains gouvernements de pays musulmans, qui sont les héritiers du colonisateur.

La lutte intérieure :

Le troisième Khalife, Othman bin Affan (12 ans seulement après la mort du prophète Mohamed), fut assassiné par un mouvement islamique d'origine irakienne. Ce mouvement accusait le khalife Othman de répartir le pouvoir parmi des membres de sa famille (les Umayyades) comme ce fut le cas pour Moawiyah qui dirigea l'ensemble de (la Syrie, la Palestine et l'Égypte).

Ce mouvement choisit Ali bin Abitalib comme quatrième Khalife pour les musulmans, mais Moawya n'accepta pas ce choix, déclara la guerre contre Ali. Le monde islamique se divisa en deux grandes parties depuis ce jour, une partie avec Ali (Irak – Iran - La péninsule arabique), et l'autre partie avec Moawya (Syrie – Palestine - Égypte), et finalement c'est Moawya (Umayyades) qui gagna la guerre, et ce sont ses descendants qui régnèrent pendant environ un siècle sur l'empire musulman (de la frontière de la Chine jusqu'en Mauritanie, l'Espagne y compris).

Au cours de ce siècle les alliés de Ali n'ont pas cessé de tenter de reprendre le pouvoir, par plusieurs mouvements contre les Umayyades comme (le mouvement de Abdallah bin Alzobair, mouvement de Alhassan bin Ali, le Kharidjisme et les Abbassides).

Un siècle plus tard, les Abbassides réussirent à prendre le pouvoir et le gardèrent pendant environ six siècles, seule l'Andalousie (Espagne actuelle) resta sous le contrôle des Umayyades et ce jusqu'à la fin de la présence des musulmans en Espagne.

Les Abbassides contrôlèrent pendant six siècles l'empire musulman (de la frontière de la Chine jusqu'en Mauritanie) et ont connu plusieurs mouvements contestataires islamiques, surtout en Égypte comme (les Fatimides, les Ayyubides, et les Mamelouks), et en Syrie (les Hamadanides).

Après la chute de l'empire Abbassides, c'est l'empire ottoman qui prit sa place. Ce sont aussi des mouvements islamiques qui ne cessaient de se révolter contre les khalifes ottomans, des mouvements comme les Wahabites de la péninsule arabique, les Almohades au Soudan, et dans la plus part des pays musulmans actuels.

La lutte contre la colonisation militaire :

L'empire ottoman s'est effondré officiellement en 1924, sans que les mouvements islamiques n'arrêtent leur révolution. Ce n'était plus contre les khalifes d'antant qui luttaient, mais contre leur remplaçant, les colonisateurs européens.

Plusieurs pays européens, comme le Portugal, l'Espagne, l'Angleterre, la France et l'Italie ont connu des résistances islamiques telles que :

*Omar Almokhtar contre les Italiens en Libye.

*ABD ALQADIR Aljazayrie contre les Français en Algérie.

*Les frères musulmans contre les Anglais en Egypte.

La lutte contre la colonisation culturelle :

Les colonisateurs européens furent obligés de quitter les pays musulmans malgré leurs intérêts économiques et stratégiques pour plusieurs raisons, dont les principales pourraient être les suivantes :

- La résistance de la population musulmane.
- La peur des politiciens colonisateurs de perdre les élections par une opinion publique hostile à la mort de ses militaires.

Mais pour les colonisateurs européens, en plus des intérêts économiques et politiques, il y avait un facteur plus important : la guerre culturelle. Il s'agissait, ici, de combattre l'Islam par la laïcité.

Les colonisateurs depuis leur arrivée dans les pays musulmans imposèrent la laïcité (non-religion) symbole à leurs yeux de la réussite, de la liberté et la démocratie. C'est grâce à cette idéologie qu'ils ont gagné leur guerre contre l'église à laquelle ils attribuaient leur retard pendant plusieurs siècles.

Mais pour les islamistes, la laïcité était une nouvelle religion qui était imposée aux musulmans par les colonisateurs européens.

Les mêmes islamistes qui s'étaient révoltés contre les Khalifes qui n'appliquaient pas l'islam à 100%, se retrouvaient face à des adversaires qui voulaient remplacer l'islam à 100%.

La lutte contre les gouvernements laïques :

Avant de se retirer de certains pays musulmans, les colonisateurs ont mis à la tête de ces pays, et des organes importants, comme l'armée, l'enseignement, les médias, des citoyens qui avaient les mêmes idées laïques qu'eux pour concrétiser leur victoire culturelle et pour préserver leurs acquis en matière d'intérêts économiques et politiques.

Ces citoyens héritiers des colonisateurs, qui croyaient vraiment à la laïcité ou bien encore appliquaient la laïcité par reconnaissance envers ceux qui leur avaient donné le pouvoir, poursuivaient leur politique vers les mêmes desseins en utilisant les mêmes méthodes que les colonisateurs, et se trouvaient, par conséquent, automatiquement en opposition aux islamistes.

I . LAÏQUES ISLAMISTES, ET POPULARITE :

I.1 Gouvernements contre islamistes :

Après l'indépendance et le départ des colonisateurs, la lutte des islamistes s'est poursuivie. La nouvelle cible de leur lutte était les héritiers des colonisateurs laïques.

On peut diviser les gouvernements des pays musulmans en deux parties principales, la première utilise la force pour appliquer la laïcité de même contre les islamistes, la seconde préfère la politique de l'intégration.

*La politique de la force contre les islamistes :

Certains pays islamiques ont utilisé la force contre les islamistes pour appliquer la laïcité c'est le cas de la Turquie à l'époque d'Ataturque, qui a obligé les Turques à porter la tenue vestimentaire occidentale, et a imposé l'alphabet occidental à la place de leur alphabet, c'était en quelque sorte un changement d'identité par la force (Extrême laïque).

Il en est résulté un renforcement extrême de l'identité islamiste par l'émergence du mouvement de Saïd ALNAWRASSIE. Actuellement, il est mieux connu sous le nom

du parti RAFAH, le plus grande parti politique en Turquie, arrivé au pouvoir il y a quelques années, l'armée fût obligée de forcer ce mouvement à quitter le pouvoir .

En Egypte, c'est une histoire identique qui se répète, l'utilisation de la force par le gouvernement à l'époque de NASSER a créé des mouvements islamistes, comme ALJIHAD, ALTAKFIR et LES FRERE MUSULMANS.

D'autres exemples en Tunisie, en Syrie, en Libye, et en Iran. Est-ce que l'utilisation de la force fût un bon choix ? il est vrai qu'une partie de la population est devenue laïque, mais elle reste une minorité par rapport à l'ensemble de la population, en revanche les inconvénients d'une telle laïcité imposée par la force sont plus lourds de conséquence pour l'ensemble des pays arabo-islamiques c'est d'abord :

- La création des mouvements islamistes, extrémistes, et fanatiques.
- La violence utilisée par les gouvernements fait immanquablement de la publicité gratuite en faveur des islamistes.
- Le déploiement des mouvements islamistes dans le monde entier, à cause des islamistes exilés de ces pays, tels que Les Frères musulmans qui se trouvent partout dans le monde actuellement à cause du NASSER.
- Enfin lorsqu'un mouvement islamiste extrémiste arrive au pouvoir comme en Iran et au Soudan, il s'oppose automatiquement à la laïcité et à tous les pays qui la revendiquent.

*La politique de l'intégration avec les islamistes :

La plus part des pays musulmans ont appliqué une politique d'intégration des islamistes à leur tissu politique islamistes. Ces pays musulmans ont utilisé différents moyens d'intégration avec les islamistes.

Il y a les pays qui ont accepté leur présence politique, comme le Pakistan et la Jordanie.

D'autres ont mélangé la laïcité et l'islam, en respectant les deux, prenant bien, et laissant ce qu'ils estimaient mauvais, c'est le cas de la plus part des pays du Golfe et du Maroc.

D'autres pays ont appliqué l'islam à 100%, tel que l'Arabie Saoudite.

Ici nous pouvons remarquer les points suivants :

Premièrement, quant on respecte l'islam dans un pays, il y a moins de mouvements islamistes, car les islamistes n'ont pas de popularité.

Deuxièmement ces pays se développent à leur façon, en préservant leur propre identité sans qu'il n'y ait aucun problème.

Troisièmement ces pays suivent les occidentaux vers une sorte de laïcité à l'imitation sans encourager aucune émergence d'un quelconque mouvement islamiste.

Enfin l'application de l'islam même à 100%, n'a pas empêché l'Arabie Saoudite d'être parmi les alliés des occidentaux.

Il est opportun aujourd'hui de se demander si l'Islamisme s'inscrit encore dans un mouvement politique ou s'il est devenu, comme l'opinion occidentale le prétend, un mouvement irrédentiste purement religieux.

Pour répondre à cette question nous analyserons en premier lieu les raisons des échecs connus par les laïques et les succès des islamistes dans une lutte ayant pour objet la conquête de la popularité.

En deuxième lieu, nous nous pencherons sur l'exemple douloureux Algérien pour illustrer l'exemple de la manipulation politique, enfin, après avoir démontré que la vocation des islamistes est avant tout politique, nous verrons s'ils sont aptes à gouverner .

Pour bien comprendre la situation, il faut d'abord définir les différentes idéologies qui séparent les islamistes des laïques.

Les islamistes, héritiers de 15 siècles d'histoire, de culture, de victoires, et de grands empires ont connu le pouvoir jusqu'au vingtième siècle (1924 la chute officielle de l'empire ottoman). L'Islam qui représente l'identité musulmane devient l'outil pour chasser le colonisateur.

Quant aux laïques, ils sont convaincus que la meilleure solution c'est la révolution contre la religion et l'application de la laïcité.

Mais ce que les laïques ignorent, c'est qu'il y a une grande différence entre l'église catholique et l'islam.

L'église était la cause du retard des européens, car les anciens politiciens européens avaient beaucoup modifié la religion pour servir leurs intérêts politiques, et c'est au nom de l'église que les rois ont appliqué leur dictature. Lorsque les Européens se sont révoltés, c'était pour la liberté et la démocratie, et tous les Européens à l'époque étaient pour la révolution contre l'église.

Par contre, pour les musulmans, c'est le contraire. L'Islam amenait toujours au succès. Les musulmans savent très bien que leur retard technologique et industriel n'est

pas dû à l'islam, mais au contraire, ils sont convaincus qu'il provient du fait qu'il n'y a pas une vraie application de l'islam.

Nous ne trouvons par conséquent face à deux extrémités opposées. Les islamistes qui sont pour la religion et qui ont le soutien de la majorité de la population, et les laïques qui sont contre la religion, et qui ont le pouvoir, mais qui représentent qu'une minorité dans le monde arabo-musulman.

Le phénomène est saisissant car l'histoire a démontré que l'évolution de ces deux extrémités est proportionnelle l'une par rapport à l'autre. En effet, lorsque l'une de ces deux extrémités devient puissante, mathématiquement l'autre la suit, et quant la première est moyenne la deuxième reste moyenne, et quant elle s'affaiblit, c'est le cas pour la deuxième.

Autrement dit quand un gouvernement utilise la force pour appliquer la laïcité dans un pays, on trouve que dans ce pays les mouvements islamistes sont puissants, et quant le gouvernement n'utilise pas la force pour appliquer la laïcité, on ne trouve pas de mouvements islamistes forts dans ce pays.

En plus de la différence idéologique entre les islamistes et les gouvernements laïques, d'autres raisons ont joué des rôles directs ou indirects.

I.2 Les raisons directes :

* La laïcité n'était pas acceptée par les populations musulmanes car elle était l'idéologie imposée du colonisateur, qui, tue selon elles, vole et qui n'est là que pour ses propres intérêts.

* Les gouvernements laïques dans certains pays musulmans (démocratiques), n'appliquent pas les principes démocratiques, comme la liberté, la démocratie et l'égalité. Le président dans ces pays remporte toujours les élections avec 99,99% des suffrages, et quand il est décédé, c'est son fils qui prend le pouvoir automatiquement, et qui hérite par la même occasion le même taux aux suffrages. Mais si jamais de vraies élections s'appliquaient, les islamistes gagneraient, et l'armée par un coup d'état se charge de rendre le pouvoir aux laïques.

* Quant les gouvernements laïques ont su que les principes de la démocratie ne pouvaient pas s'appliquer, face à une majorité qui vote pour les islamistes, ils ont imposé la laïcité d'une façon plus violente, en enfermant les islamistes dans les prisons, ou en les renvoyant hors du pays, en déclarant la guerre contre la culture islamique en

obligeant les gens à s'habiller comme le gouvernement le veut ou en changeant les programmes scolaires. Tous cela au nom de la démocratie.

Paradoxalement, l'utilisation de la violence par les laïques contre les islamistes fût bénéfique pour ces derniers à 100%, car :

Tout d'abord, elle leur procurait une publicité gratuite.

En suite, elle a permis aux islamistes de devenir un mouvement mondial, car en fuyant de la violence laïque, ils sont allés partout dans le monde, ont créé des cellules islamistes.

Enfin, elle pousse les non islamistes dans ces pays musulmans (démocratiques) à voter pour les islamistes, pour favoriser le départ de ces extrémistes laïques, comme c'est le cas en Turquie et en Algérie.

* L'injustice sociale, la grande différence entre pauvres et riches, l'exode rurale qui a formé une grande ceinture de pauvreté autour des grandes villes, et les crises économiques dû à l'injustice politique ont fourni aux islamistes le terreau parfait pour gagner facilement leur popularité.

*La réussite de la politique de certains islamistes arrivé au pouvoir comme en Iran et au Soudan notamment dans le domaine du soutien aux autres mouvements islamistes étrangers tant au niveau financier, matériel que moral démontre d'une solidarité culturelle qui transgresse les frontières et défie l'autorité des grandes puissances occidentales comme c'est le cas notamment pour l'Irak, la Palestine et l'Egypte.

1.3 Les raisons indirectes :

- Israël, représente la pointe laïque dans le cœur du monde musulman, et demeure la source génératrice de la plus grande publicité pour les islamistes.
- Certains pays musulmans (démocratiques), sont toujours rejetés, et n'arrivent pas à s'intégrer à leurs exemples laïques (les pays européens), malgré les énormes efforts fourni par ces gouvernements, comme c'est le cas pour la Turquie.
- L'enseignement et les média qui ont rendu la population musulmane plus consciente de ce qui passe dans le monde.
- La richesse des populations de certains pays comme les pays de Golf, et les musulmans qui habitent aux Etats-Unis ou en Europe et qui ont beaucoup aider les mouvements islamistes.

- L'échec de la guerre de 1967 a provoqué la chute du nationalisme arabe et affaibli les autres parties politiques de gauche et les libéraux, laissant le champ libre aux islamistes.
- Les occidentaux eux mêmes, (université SUSSEX au sud de l'Angleterre, et des études faites par le club du ROME), renoncent leur échec du capitalisme. Ils conseillent d'ailleurs les pays les moins industrialisés à ne pas appliquer leur système qui mène à la dictature capitaliste.
- Les plus grands dangers du monde actuellement sont de fabrications occidentales laïques, comme la pollution, les armes des destruction massive, et la consommation des ressources naturelles.
- La situation sociale inquiétante qui perturbe la vie des pays occidentaux n'atteint pas les pays musulmans, c'est le cas de la violence, le suicide, les maladies graves et les dragues dures.
- Dans le monde en général, nous pouvons constater une certaine tendance au retour vers la religion. Aux Etats-Unis par exemple, Reagan et Bush ont beaucoup compté sur la religion pour les élections et le rôle du Vatican redevient de plus en plus important, surtout en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Nous ne pouvons pas ignorer le rôle que jouent les partis politiques religieux en Europe (démocrate et social) ni l'omniprésence et la force que prennent, en Israël les partis religieux, comme (Chasse, Wagodat ISRAEL, Ha torah). Leur offensive sur la scène politique s'est concrétisée par le gain, en 1988, dix huit sièges au gouvernement israélien.

II . L'ALGERIE : L'EXEMPLE DOULOUREUX

En 647, les Umayyades pénétrèrent au Maghreb, et en 681 Sid Okba arriva en Algérie et au IX^{ème} siècle toute l'Afrique du Nord était conquise par l'ISLAM, au IX^{ème} siècle l'Algérie était gouvernée par les Rostemides et du X^{ème} au XII^{ème} siècle ce fut le règne des Fatimides. A la fin du XII^{ème} siècle ce fut le tour des Almohades d'occuper l'Algérie, ils régnèrent sur l'Afrique du Nord et une partie de l'Espagne de 1147 à 1269. A partir du XIII^{ème} siècle ce fut au tour de l'Empire Ottoman de gouverner en Algérie et ce jusqu'à l'occupation Française.

De 1830 à 1962 c'était la période de colonisation militaire et culturelle française, et c'est là que les mouvements islamistes ont lutté pour l'indépendance.

Et puis c'est le gouvernement héritier de colonisateur qui a pris le pouvoir, et comme ce gouvernement voulait remplacer la loi islamique par la laïcité, les mouvements islamistes continueraient leur lutte cette fois pour le retour de la loi islamique.

L'Algérie représente malheureusement, l'exemple douloureux de la guerre culturelle, entre héritiers des colonisateurs laïques et islamistes.

Cent mille morts, après dix ans de guerre civile, des intérêts qui coûtent des milliards de dinars algériens ont été détruits, sans compter les centaines de milliers d'hectares de forêts dévastés par l'armée pour empêcher les islamistes de s'y cacher sans qu'aujourd'hui il n'y ait de vraie solution politique.

Le gouvernement algérien passe actuellement dans la période la plus difficile qu'il a vécu depuis 1962, car le parti politique qui était au pouvoir jusqu'en 1988 a perdu sa popularité après les élections de 1989. Mais il a perdu également son pouvoir économique à cause de ses dettes extérieures. Aussi sa position arabo-islamique suite à son refus de déploiement des armes nucléaires. Le gouvernement algérien actuel est très faible et ne peut même pas garantir la sécurité et la vie de ses citoyens.

II . 1 L'échiquier algérien :

Depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, c'est l'armée qui a toujours monopolisé le pouvoir. Ce qui était normal à cette époque car obtenu par la popularité gagnée pendant la lutte de l'indépendance, car elle représentait le FLN Front de Libération Nationale. D'ailleurs les personnalités qui ont guidé la population à l'indépendance, trente ans après, ont rompu leurs relations avec le FLN, et la génération des héros de la lutte ont changé, et les chefs militaires sont devenus des professionnels, sans obtenir ni le droit législatif ni le savoir politique. C'est la raison pour laquelle l'armée a perdu son aura et sa législation politique, et, depuis 1991, l'armée essaye de la reconquérir, malheureusement, elle utilise la force contre la population, et transforme les héros de l'indépendance en mutins contre la démocratie, prenant le pouvoir par la force.

On peut diviser le champ politique actuel en Algérie en six groupes, eux même constitués en deux parties.

Le premier groupe se trouve à l'intérieure des organismes de l'état, il se divise en deux parties, une pour l'utilisation de la force contre les islamistes, et l'autre qui préfère une solution politique intermédiaire.

Le deuxième groupe constitué des révolutionnaires islamistes armés, se divise en deux organismes importants, et deux points de vue déferents. Le Groupe Islamique Armé GIA contre la négociation et pour l'utilisation de la force contre l'état en particulier, et l'autre l'Armée Islamique de Salut AIS, allié aux Front Islamique de Salut FIS, est prêt à négocier, mais qui attaque uniquement les fonctionnaires de l'état, et qui condamne les attaques contre les civiles.

Le troisième groupe, représente les partis politiques islamistes qui possèdent le droit, comme Hamasse et Alnahdah, et les parties politiques importants, mais peu islamistes, tels que le Mouvement pour la Démocratie en Algérie MDA, et le Parti du Renouveau Algérien PRA.

Le quatrième groupe est composé des trois parties politiques qui étaient les principaux partis politiques algériens depuis 1962. Ils se divisent en deux opinions différents, le Front de Libération National FLN qui est contre l'organisme actuel de l'état depuis 1992, et l'Organisation Nationale des Moujahidines ONM ainsi que l'Union Général des Travailleurs algériens UGTA qui le soutiennent à 100%.

Le cinquième groupe, regroupe les berbères, certains sont au côté du gouvernement actuel, comme RCD Rassemblement pour la Culture et la Démocratie, et FFS Front des Forces Socialistes qui est contre le gouvernement actuel, et qui demande le retour des élections.

Le sixième groupe, regroupe les marxistes, qui se divisent également en deux parties, Ettahaddi qui refuse même l'idée des partis politiques islamistes, et au Parti des Travailleurs PT qui soutien le FIS.

Nous pouvons donc, à la lumière du champ politique algérien, déduire que toute les tendances y sont représentées y compris dans leurs extrêmes. Ainsi, les héritiers des colonisateurs laïques et les islamistes existent, et sont les deux fronts essentiels de la joute politique, mais ils ne sont pas les seules. En effet ils ne représentent que 2 groupes sur 6, et les autres partis politiques sont intermédiaires, et ils participent tantôt en soutenant les uns, tantôt en luttant contre les autres et ce selon leurs intérêts politiques.

Plutôt que de se contenter de les présenter sous une forme de catalogue, nous pouvons, également, démontrer leur position selon le contenu religieux de la constitution.

(tableau 1) : la position des partis politiques selon le contenu religieux de la constitution.

Pour l'état islamique	Ni pour ni contre	Contre l'état islamique
*FIS, Front Islamique du Salut. *AIS, Armée islamique du Salut. *GIA, Groupe Islamique Armé. *Hamas. *Ennahda.	*FLN, Front de Libération Nationale. *FFS, Front des Forces Socialistes. *MDA, Mouvement pour la Démocratie en Algérie. *PRA, Parti du Renouveau Algérien. *PT, Parti des Travailleurs. *ONM, Organisation Nationale des Moujahidines. *UGTA, Union Générale des Travailleurs Algériens. *l'Armée.	*Ettahaddi. *RCD, Rassemblement pour la Culture et la Démocratie.

Ces partis dit « intermédiaire », sont contre un état extrémiste qu'il soit islamique ou laïque. Ils acceptent que l'islam soit la religion officielle de l'état, mais tout ce qui concerne la promulgation des lois, doit être systématiquement négocié par les politiciens qui sont élus démocratiquement par la population, sans être une obligation religieuse.

Notons que le cas algérien actuel, n'est pas un problème de constitution ou une guerre religieuse comme les médias le présentent, mais c'est la position officielle du FIS, qui pose problème et qui divise la politique algérienne depuis 1990. Les uns désirent rendre le pouvoir au FIS, alors que les autres sont totalement hostiles à cette idée.

(Tableau 2) Les positions des partis politiques concernant le retour du FIS au pouvoir :

Pour	Contre
*FIS,	*Ettahaddi.
*FLN	*RCD
*FFS	*ONM
*PT	*UGTA
*MDA	
*Hamas.	
*PRA	

L'armée, officiellement, est contre le retour du FIS au pouvoir, bien qu'en réalité, une grande partie ne sont pas contre.

La question que nous pouvons nous poser est la raison pour laquelle l'Algérie semble emprisonnée dans une impasse politique alors que la majorité de ses partis sont de type modéré.

II . 2 Le dialogue à l'algérienne :

Le mot dialogue, ne veut rien dire au sens politique du terme. Tous les politiciens affirment qu'ils ne sont pas contre la dialogue, ceci est vrai en théorie. Comment peuvent-ils passer à la pratique ?

A la fin de 1993, l'idée jaillit par la création d'un grand comité d'état soutenu par l'armée pour remplacer BIN JIDID. Ce comité devait terminer ses travaux fin 1993.

Depuis, plusieurs dialogues ont été organisés. Malheureusement aucun n'a abouti dans ses tentatives à résoudre le problème politique en Algérie. La raison de ce échecs est simple, car, depuis l'assassina de premier président du haut comité de l'état ABODYAF 29 juin 1992, toutes les personnes qui ont pris le pouvoir ont essayé de le garder, prétendant qu'ils planifiaient pour le retour à des élections, pour la constitution et la démocratie. Mais faute de reconnaissance populaire, ils n'ont pas pu appliquer ce qu'ils préconisaient. Pour gagner du temps ils ont proposé un gouvernement de transition, s'appuyant sur les partis politiques pour avaliser cette solution.

Ainsi pouvons nous affirmer que l'instauration du dialogue avait pour but de garder le pouvoir ou de le redistribuer. Car les partis politiques algériens, en particulier FLN, et FFS, et bien sûr le FIS, qui ont gagné beaucoup de popularité pendant les élections de 1990 et 1991 ont su conquérir une position forte lors de l'établissement de la démocratie de 1989.

C'est la raison pour laquelle, il n'y eut que les petits partis politiques qui avaient participé aux élections de 1991. Les autres plus importants comme le FLN et le FFS préférèrent ordonner l'abstention à leurs partisans tant que le FIS n'y avait pas accès. Ces partis savaient que le FIS avait eu été très populaire pendant les élections de 1990 et 1991, et, dans le cas où elles acceptaient les propositions du gouvernement, ils auraient détourné tous leurs électeurs en faveur du FIS, c'était exactement ce que le gouvernement cherchait, et c'est pour rompre l'équilibre politique du pays.

Le haut comité de l'état, et le comité de dialogue national, soutenu par l'armée, ont refusé la participation du FIS qui fit capoter les pourparlers de l'année 1993, et malgré la grande publicité faite pour la réunion de l'accord national de janvier 1994, tous les partis importants n'y ont pas participé, ce qui était un grand échec. L'armée n'a pas trouvé d'autre moyen que de proposer le ministre de la défense ZEROIL au poste de président de la république.

II . 3 Le dialogue et l'armée :

Mr. ZEROUAL a tenté par deux fois d'octroyer au FIS des sièges au gouvernement. Dès son arrivée au pouvoir, il a expliqué qu'il préférerait un concept de dialogue qui regroupe toutes les tendances. Il était clair pour lui que la présence du FIS sur la scène politique était cruciale au point où il établit personnellement le dialogue avec les chefs du FIS tel que Ali Balhaj et Abbassi Madani qui étaient détenus en prison. Il a même libéré des islamistes pour encourager à trouver une solution au problème.

Mais cette tentative fut rapidement refusée par le gouvernement, le premier ministre RIDA MALEK et le ministre de l'intérieur SALIM SAADI ont affirmé avoir pour soucis des objectifs allant contre les tentatives de ZEROUAL. L'état major de l'armée, les médias étaient également contre le président. En bref, ce sont les politiciens privilégiant l'emploi de la force qui ont remporté la bataille politique.

ZEROIL, pour équilibrer les forces fut obligé de renvoyer deux personnes extrémistes dans l'armée, MALIK et ALSAADI pour calmer le jeu.

En août 1994, ZEROUAL a invité huit partis politiques au palais de la présidence, deux parties favorables à l'utilisation de la force contre les islamistes ont refusé l'invitation, ETTAHADDI et Regroupement pour la Culture et la Démocratie RCD, un autre parti a refusé l'invitation, pour une raison tactique, c'était le FFS, mais les cinq autres ont accepté l'invitation. Dès le départ tous ces partis n'étaient pas contre l'importance de la participation du FIS ni contre le dialogue en simultané entre ZEROUAL et ALI BILHAJ et ABBASSI MADANI toujours emprisonnés. D'ailleurs ABBASSI avait déclaré son adhésion aux principes démocratiques, notamment à l'élection d'un gouvernement par le biais du suffrage universel ainsi que son renouvellement par ces mêmes moyens légaux, il était prêt à signer un accord pour l'arrêt de violence. Au vu de ces dispositions le gouvernement libéra ABBASSI et BALHAJ et d'autres compagnons islamistes d'infortune qui était en prison depuis 1991. Malheureusement, également la violence était montée d'un cran, au lieu de disparaître. Le président ZEROUAL attribua cette violence aux dissensions qui dédaignaient les partis politiques, il annonça la tenue d'élections pour 1995.

La principale cause de cette violence était que, ABBASSI et ses quatre grands alliés voulaient que tout le groupe formant le conseil du FIS soit présent aux discussions, et que leurs paroles ne sauraient engager la responsabilité du parti, car ils ne représentaient pas la majorité. La difficulté résidait dans le fait que certaines personnes appartenant au conseil du FIS avaient disparus, soit dans le secret ou dans la lutte armée et il n'était pas facile de les trouver pour signer tous ces accords. De plus, certaines personnes que le FIS tenait à voir participer aux pourparlers étaient considérées par le gouvernement comme des terroristes et le gouvernement ne pouvait pas accepter leur participation officielle. C'était là, le principal moyen pour les extrémistes de l'armée pour imposer leur pouvoir. C'est pour cette raison en particulier que HAMAS et PRA sont retirés de l'opposition pour rejoindre le gouvernement.

La participation de certaines personnes du FIS n'était pas la vraie raison, car l'armée sait que toutes les révolutions armées se terminent par le dialogue, ce que l'armée ne souhaite pas. La vraie raison c'était que l'armée voulait l'élimination du FIS du champ politique. Au début l'armée laissa ZEROUAL essayer pour voir si cela aurait pu servir leurs intérêts, mais dès qu'elle a senti le vent contraire, elle s'est opposée aux décisions de ZEROUAL () la logique du dialogue par leurs attaques armées contre la révolution, alimentant à nouveau la violence.

Mr. ZEROUAL n'a pas cessé ses recherches dans l'esprit de trouver une solution. Il réussit à avancer l'échéance des élections d'un an, mettant en balance sa démission. Apparemment, en employant cette tactique, il voulait gagner en popularité, pour dominer les chefs de l'armée et poursuivre ses tentatives de paix.

Cependant les partis politiques n'acceptèrent pas d'endosser, seuls, la responsabilité de la rupture des négociations jugeant qu'il était trop tôt pour des élections anticipées, ils tentèrent de trouver des solutions à la mesure qui leur sont propres.

II . 4 Traité de Rome :

C'est le parti de Saint Ejidio catholique qui présida la première réunion à Rome, en novembre 1994, Bien que les solutions envisagées ne soient pas applicables, la réunion fut importante et instructive. Tous les partis politiques algériens étaient invités à cette réunion, ainsi que son gouvernement, mais ce dernier a refusé. C'était également le cas des partis qui préfèrent l'utilisation de la force contre les islamistes tel que le RCD et l'ETTAHADDI. HAMAS et le PRA y ont participé, sans signer les accords de clôture de fin de réunion. C'est la raison pour laquelle elles ne furent pas invitées pour la deuxième session de janvier 1995.

Le 13 janvier 1995, soit trois ans après la démission forcée du président CHADLI et l'annulation des élections, la deuxième réunion eut lieu à Rome. Tous les partis présents ont publié un programme commun en vue d'une solution politique, sous le nom de Contrat National. Les partis ayant signé ce programme sont : le FLN, le FFS, le MDA, le PT au nom du FIS c'est RABIH KABER président du comité exécutif extérieur et ANOUAR HADDAM président du groupe de parlement extérieur qui ont signé et le président des algériens pour le droit de l'homme Mr. ALI YAHYA ABDALNOUR.

Le premier succès du Contrat National de Rome fut la démonstration par les partis politiques qu'ils n'étaient pas la cause de la situation politique en Algérie, comme le prétendait l'armée. Les partis, malgré leurs points de vue religieux divergents ont démontré qu'ils étaient capables de se mettre d'accord sur les principaux problèmes.

Le deuxième, c'est le grand changement que le FIS a adopté, car dans la partie A du programme, deuxième paragraphe, il est stipulé qu'il faut refuser la violence pour arriver au pouvoir, dans sa partie B, sixième paragraphe, qu'il ne faut pas utiliser la violence contre les civils, les étrangers et les intérêts généraux. Mais pour le FIS, cela

n'a rien avoir avec la révolution armées contre une dictature qui obstrue la voie constitutionnel vers la démocratie. Cela démontre au moins que le FIS a fait beaucoup de progrès dans le domaine démocratique. Soulignant par là la différence entre le FIS et le groupe islamistes armé, ce dernier ne faisait aucune différence entre civils, étrangers ou autres.

C'est en fait un grand succès car le FIS finalement dans un même programme, accepta à la fois la volonté populaire, (partie A6), la liberté de l'individu et du groupe, (A7), et la liberté religieuse (A12). Cela démontre bien trois évolutions majeures du FIS. Le premier, remplace la volonté de dieu par le concept démocratique de volonté du peuple.

Le deuxième, admet l'égalité de tous les citoyens en droit, acceptant le fait qu'il ne faille pas être musulman pour avoir accès à ces droits comme c'était le cas avant la colonisation.

Le troisième c'est l'arrêt du fanatisme islamique, et l'acceptation d'une pratique religieuse en toute liberté.

A Alger, le gouvernement refusa bien sûr ce programme dès sa diffusion, il est accusa les autres partis politiques de soutenir le FIS, sous entendant qu'ils étaient tous des extrémistes islamique et ce malgré tout les changement idéologique que le FIS a opéré.

Citons d'autres évolutions importantes de ce programme.

-Dans sa partie (A10), il est précisé que le peuple algérien est composé de trois composantes : les arabes, les musulmans, et les berbères.

-Le programme demande des négociation formelles avec le gouvernement, plutôt que de se contenter de simple pourparlers.

- Dans sa partie (A 1-2), le programme incite à la libération de tous les chefs du FIS de prison, et le retour officiel de ce parti politique, comme préalables à toute négociation avec le gouvernement.

-Dans sa partie (F), il est précisé que tous les membres participants à la négociation ont le droit de demander des garanties d'immunité juridique ce qui implique la non inculpation des généraux, ni la condamnation de l'armée, malgré l'écoulement du sang dont ils sont responsables.

-Dans sa partie (F-2 et 3), il est spécifié que le problème sécuritaire algérien demeure un problème strictement national, une façon originale et très diplomatique pour demander aux grandes puissances d'arrêter leur ingérence.

(Tableau 3) les positions des parties politiques du Contra National de Rome :

Pour	Les voix en 1991	Pourcentage des voix
*(FIS)	3,260,222	47,27
*((FLN)	1,612,647	23,38
*(FFS)	510,661	7,40
*Ennahda	150,093	2,18
*(MDA)	135,882	1,97
*(PT)	6,464	0,09
Total	5,676,269	82,29

Contre	Les voix en 1991	Pourcentage des voix
*Ettahaddi	Ne pas participé	-
*(RCD)	200,267	2,90
*Hammas	367,697	5,35
*(PRD)	67,828	0,98
Total	636,792	9,23

II . 5 La solution politique :

Les ingrédients pour aboutir à une solution politique du problème algérien existent. En fait, peu de choses sont à faire car une grande quantité des conditions indispensables au succès sont d'abord une grande partie des politiciens algériens sont pour la paix, l'autre constituée des grands partis politiques, opposé au gouvernement, acceptent l'arrêt de la révolution armée et le retour à la vraie démocratie.

Mais il ne saurait y avoir de vraie solution, sans de vraies négociations. Les solutions de Rome sont parfaites pour tous les composants du problème. C'est à l'armée à présent à accepter ces solutions, et à démontrer sa fidélité envers la population.

En dernier lieu, il faut que les grandes puissances démontrent qu'elles sont résolument pour la démocratie. et au lieu d'exercer leur influence en faveur de l'armée qui représente qu'une catégorie minoritaire de la population. Et si naguère telles pas leurs intentions, alors qu'elles aient l'obligeance et la délicatesse de rester au moins neutres laissant l'Algérie seule juge de choisir son destin.

III . LES ISLAMISTES ET APTITUDE A GOUVERNER

Dans la plus part des pays musulmans, les dissensions politique se situent dans la contradiction des gouvernements de courant démocrate, autrement dit désireux appliquer l'exemple occidental à la place du système islamique jugé trop classique, et les islamistes qui veulent garder l'ancien système qui selon eux fut efficace durant quatorze siècles, et plus, si les colonisateurs n'avaient pas imposé en lieu et place leur propre système.

L'absence d'autres forces politiques sur la scène arabo-musulman, telles que les libérales et celles de gauches affaiblies par une mauvaise application de la démocratie et l'échec de la guerre de 1967, a provoqué la chute des sentiments nationaux arabes, inspirés par Nasser, et relancés par le président SADDAT à travers l'accord de paix avec Israël.

Et si on ajoute la création des états islamistes comme l'Iran et Soudan, qui encouragent les islamistes, et qui leur fournissent le soutien matériel et moral. Et il y a aussi la situation économique, l'injustice sociologique, et le chômage, tous ces problèmes ont laissé la place libre pour les islamistes face aux gouvernements.

L'idéologie a joué un rôle important pour les islamistes, qui ont su trouver facilement des populations musulmanes confiantes en l'islam n'ayant aucun a priori, à la base, à leur encontre. Bien au contraire, il suffisait de lui affirmer que la démocratie était un produit du colonisateur pour qu'elle n'ait plus confiance en cette politique.

D'autre part, reconnaissons que la majorité des gouvernements actuels, héritiers des colonisateurs laïques, ont voulu appliquer sans distinction ni aucune transition le système laïque à 100%. Niant en bloc tout un passé culturel et traditionnel riche en

événements marquant, ils ont fait table rase du passé comme si l'histoire de leur pays ne commençait que depuis la deuxième guerre mondiale. Ils étaient convaincus qu'ils pouvaient remplacer l'islam symbole du sous développement par la laïcité symbole de révolution industrielle sans aucune difficulté. Ils prétendaient que la population allait accepter ce système salvateur avec plaisir comme les populations européens. Encore, fallut il que la dite population eut perdu toute confiance dans sa religion et qu'elle fut convaincue, à l'instant des occidentales, qu'il existait aujourd'hui un trop grand décalage idéologique et que l'Islam devenait inadapté à la vie moderne. Mais il y a aussi les nouvelles générations qui ont joué un rôle très important, car les anciens politiciens avaient gagné la législation après la lutte contre les colonisateurs. La population à l'époque étaient moins éduquées, mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas, les politiciens n'ont pas assez de législation, la population est plus éduquées, et elle attend des progrès concrets en matière d'économie, de social, et de politique.

Malheureusement tous ces facteurs évoqués constituent le point de départ du malentendu entre la démocratie et l'islam, et ce malgré beaucoup de ressemblances entre ces deux notions. En effet la plus part des notions propre à la démocratie existent dans l'islam depuis quatorze siècles, c'est d'ailleurs ce que les islamistes modérés essaient de démontrer depuis l'indépendance de leur pays. Avec de légères modifications à la démocratie occidentale, nous pouvons obtenir une démocratie acceptée par tous aussi bien islamistes que gouvernements.

Pour savoir si les islamistes sont aptes à gouverner ou pas. Il est nécessaire de se pencher avant tout sur la construction politique de l'état islamique. Il faut aussi savoir de quel mouvement islamique s'agit-il ? Car nombreux sont les courants islamistes sur la scène politique du monde musulman.

Pour répondre à cette question, nous verrons tout d'abord la construction politique de l'état islamique, et nous verrons par la suite le concept de l'état islamique vu par les islamistes.

III . 1 La construction politique de l'état islamique :

Tout d'abord, précisons ici que la construction politique de l'état islamique sera traitée selon la conception sunnite qui est une vision modérés de l'islam.

L'autorité est divisé en trois parties séparés :

*Le conseil consultatif, c'est l'autorité législative, et c'est l'autorité la plus importante. Choisie suite à des élections, il est formé de représentants de la population, musulman ou non musulman, spécialistes selon des domaines bien précis, sachant que la constitution est basé sur trois éléments, le coran, parole de dieu, la sunna, paroles et faits du prophète et la décision du conseil consultatif.

*L'autorité exécutive, choisie par le conseil consultatif, est la deuxième autorité de l'état. Le conseil consultatif a le droit de changer le chef de l'autorité exécutive si des circonstances exceptionnelles l'exigeaient.

*L'autorité judiciaire, chargée d'appliquer les lois islamiques, et la constitution. Son autorité reste séparée de l'autorité exécutive, et tous les citoyens tombent sous l'application des lois.

L'état que les islamistes modérés ont bâti est fondé sur sept bases :

1- La population possède le libre arbitre : Celui de choisir le président, de renouveler son mandat ou d'opter par un autre.

2- La société est responsable : le gouvernement n'est pas le seul à subvenir aux besoins de la société, par exemple la construction des mosquées, des écoles, et des hôpitaux, et les dons d'argent. Les musulmans y participent volontairement, et se sentent responsable devant dieu.

3- La liberté universelle : la liberté de pensée, à condition qu'il y a respect des lois de l'état, la liberté politique et la liberté de parole, à condition qu'on respecte les autres. Les accusations infondées sont sévèrement punies.

4- L'égalité : Egalité devant les lois, quelque soit l'origine, personne n'est mieux que l'autre.

5- Le droit de culte aux non musulmans : Le respect des autres, par exemple les juives et les chrétiens, les musulmans non seulement doivent respecter leur religion, mais ils doivent croire à ces religions, et croire à leurs prophètes.

6- L'injustice est condamnée : l'injustice est parmi les choses les plus graves de l'islam, et les musulmans doivent tendre vers cette justice tout au long de leur vie. Par ailleurs, ils sont tenus de la combattre, au quotidien et ce, dans tous les domaines.

7- Nul ne déroge à l'application des lois : C'est le peuple qui vole les lois en conformité avec le coran et la parole de prophète. Pour réaliser cette alchimie complexe, il a besoin

de spécialistes dans l'ensemble du champ religieux, de personnes de lois, et des autorités exécutives changées uniquement de l'application de ces lois.

III . 2 Le concept de l'état vu par les islamistes :

Tout d'abord notons qu'il existe déjà des états islamiques dans le monde actuel, c'est le cas de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, du Soudan, et de l'Afghanistan. D'autres tendances analogues sont arrivées au pouvoir, en employant, pour y accéder, l'armée, comme en Turquie de 1994 à 1996 et en Algérie en de 1990 à 1991. Ces derniers gouvernements, avant qu'ils n'arrivent au pouvoir, étaient et demeurent encore des mouvements politiques. Chaque mouvement représentent un courant politique différent, ce sont les extrémistes comme Afghanistan, des modérés en Arabie Saoudite et le parti RAFAH en Turquie, enfin les chiites qui ont renforcé le SHAH en Iran..

Le concept de l'état islamique varie selon le mouvement politique qui le gouverne et sa vision du concept de l'état. Pour mieux saisir cette subtilité, nous tenterons de comparer ces mouvements à travers les prismes politiques suivants : le concept de la liberté, le concept de l'état, et la construction de l'état. Notre étude se limitera aux mouvements islamiques suivants : HIZBE ALTAHRIR, LES FRERES MUSULMANS, ALJIHAD, et HIZB ALDAAWA. Ce choix est déterminé en raison de l'importance de la représentativité de tous ces mouvements sur la scène politique du monde arabo-musulman. Ce sont aussi des mouvements très importants, leurs activités s'étendent de Nouakchott à Jakarta. Ces mouvements ont leur propre histoire politique, leurs doctrines et leurs objectifs politiques.

1- HIZB ALTAHRIR ou LE PROJET ETATIQUE :

Ce mouvement d'origine jordanienne, dont l'objectif est 100% politique, utilisait l'aura de la démocratie en jouant sur la publicité générale pour gagner une certaine popularité, et ce sans aucune organisation ou contrôle de la foule. Ce fut le cas du FIS en Algérie où tout le monde a voté en sa faveur et lorsque l'armée a repris le pouvoir par la force, personne n'a pu contrôler la foule. C'était exactement le cas contraire en Turquie, quand l'armée a obligé le président du pays à démissionner, bien que le président, islamiste, était au pouvoir, depuis deux ans, suite à une procédure purement démocratique. Le président s'est rendu à la volonté de l'armée prouvant ainsi qu'il

existait des islamistes modérés, capables de contrôler les foules, car à cette époque, aucun membre de son parti n'a eu de réaction ou d'initiative malheureuse, bien qu'ils représentaient environ 40% des électeurs de 1994.

Le concept de la liberté pour le mouvement ALTAHRIR a peu d'importance, et apparemment cette notion ne lui pose pas de problème. Il préfère mettre beaucoup plus l'accent sur l'idéologie ignorant les soucis d'éducation, et de contrôle de foule. Il est persuadé que son rôle actuel est l'expansion de l'idéologie, pour provoquer un l'affrontement idéologique au sein de la population. Et, quand la population optera l'idéologie islamique, c'est lui qui appliquera la lois islamique par là devra gérer et les libertés.

Le concept de l'état se réduit au retour de l'état islamique. Il favorise la diffusion de la culture islamique aux millions de personne, pour rendre le confiance en l'islam, encourage les activités culturelles et politiques islamiques, jouant le rôle de guide dans ces domaines. Et lorsque le besoin de Khalife se fait sentir l'état existera car à leurs yeux l'état islamique c'est le Khalife. C'est lui qui guidera la population. Le mouvement a constate qu'il possible de demander le soutien des autorités, il appliqua ce principe avec Algathafi en 1978.

La construction de l'état islamique reste une priorité pour ce mouvement qui se distingue par cette particularité. Il a consacré beaucoup de ses activités pour préparation politique. La constitution existante possède 182 articles, divisés en plusieurs parties. Chaque responsabilité est clairement répartie celle du khalife et de ses assistants, de l'organe administratif, de l'armée, et du conseil consultatif. La constitution donne au khalife plus de pouvoir qu'au conseil consultatif.

Finalement, ce mouvement aura consacré ses efforts au travail politique pour sa constitution. Leur objectif est resté concentré sur l'état, ignorant les autres domaines. Ce mouvement garde vis à vis des autres mouvements et partis politiques beaucoup d'hostilité, ce qui l'isole sans aucune relation politique, et sans popularité.

2-LES FRERES MUSULMANS ou LA CORRECTION SOCIAL :

Le mouvement des frères musulmans est l'un des plus vieux, et peut être le premier, en raison de sa longue histoire et expérience. Il existe depuis les années trente, il est devenu le mouvement islamiste le plus populaire, il est actif dans le monde entier, malgré la répression violente qu'il a vécu, et poursuit son chemin sans virer aux

extrême. RAFAH en Turquie et le gouvernement actuel au Soudan appliquent le programme politique de ce mouvement, peut être font-ils parti de ce mouvement ? En général, nous pouvons affirmer que ce mouvement représente le courant islamique sunnite modéré.

Concernant le concept de la liberté, le mouvement croit à la participation du peuple. La population vote pour choisir le conseil consultatif, qui choisira à son tour le gouvernement représenté par les partis politiques. Tout citoyens peut devenir membre dd ce conseil consultatif s'il est élu bien sûr qu'il soit musulman ou non.

Quant au concept de l'état, l'autorité est divisée en trois parties séparées, législative représenté par la population, exécutive représenté par le gouvernement, et judiciaire chargée d'appliquer la constitution qui est basé sur le coran, la sounna, et le conseil consultatif.

Le programme suivi actuellement par ce mouvement est le même que celui des gouvernements, car il travail en secret côte à côte et dans tous les domaines. Ceci dans l'unique but de gagner de l'expérience et du remplacer le gouvernement, sachant que ce mouvement travail à très long terme. L'exemple du Soudan démontre que lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, ils n'ont pas eu beaucoup de difficulté à gouverner, et c'est seulement dans une deuxième phase qu'ils ont appliqué leur projet islamique.

La maîtrise de violence, ou la manipulation des foules, est une de leurs spécialités. L'exemple du la parti RAFAH en Turquie, cité en introduction, du HIZB ALTAHRIR et de HAMAS en Palestine démontre pour ces derniers qu'ils sont capables de continuer la lutte contre les israéliens, sans demander une quelconque aide de leur gouvernement, car ils savent que le gouvernement palestinien n'est qu'un outil dans la main israélienne, et que la tactique des israéliens est de provoquer une antagonisme entre HAMAS et le gouvernement palestinien. Là encore c'est l'expérience et la sagesse des frères musulmans qui a fait ses preuves.

3- L'ORGANISATION D'ALJIHAD ou LA GUERRE SAINTE :

Ce mouvement trouve ses origines auprès des frères musulmans. C'était pendant la période de la répression exercée contre eux par Nasser. Ce mouvement extrémiste fut eu fait, le résultat d'un gouvernement extrémiste, qui venait de prendre le pouvoir en Egypte, et qui n'avait pas assez d'expérience à l'époque. Ce n'était pas le seul mouvement extrémiste, il y avait aussi le mouvement de ALTAKFIR WA ALHIJRA

différent des Frère musulmans, à l'époque de Nasser, et plus extrémiste que ALJIHAD. ALJIHAD déclare la guerre contre les gouvernements athées qui n'appliquent pas l'islam, alors que pour ALTAKFIR toute société est athée, si son gouvernement est athée. Bien qu'il y ait d'autres mouvements extrémistes dans le monde islamique, prenons ALJIHAD pour exemple, car il est sans doute plus organisé que les autres et possède les documents qui expliquent leur doctrine.

L'organisation de ALJIHAD n'a pas de programme clair en ce qui concerne le concept de liberté, ni celui de l'état. Il se base simplement sur un petit document que leur chef, FARAJ, a publié, à cinq cent exemplaires. Ce mouvement a pour but de détruire les gouvernements athées qui n'applique pas l'islam, et s'il réussit, c'est un khalife qui remplacera ce gouvernement, et c'est ce dernier qui sera eu change de construire l'état musulman.

FARAJ avec ses idées simples croyait qu'il allait résoudre la problème politique, et il continua de favoriser l'acte du volontariat d'ALJIHAD (qui veut dire en arabe la guerre sainte) à tout le monde. La plus part des volontaires étaient les pauvres et les gens des villages, 60% des participants étaient âgés de 20-30 ans. Ce mouvement fut découvert très rapidement par le gouvernement et anéanti.

Bien sûr, un mouvement tel que celui là ne pourra jamais construire un état, car il n'a pas de vrai programme politique et n'a pas assez d'arguments logiques pour convaincre. Au contraire, ce mouvement a laissé une mauvaise image des islamistes que ne sont pas composés uniquement par des extrémiste irraisonnés.

4-HIZB ALDAAWA OU LA REVOLUTION IRANIENNE :

Ce mouvement d'origine irakienne représente le courant chiite, né en 1977, soit deux ans avant la révolution iranienne. Soutenu comme d'autres mouvements chiites par l'Iran, ce mouvement considère le modèle iranien comme un exemple de réussite depuis 1979.- HIZB ALDAAWA est caractérisé par la cohérence de son programme ,la clarté et la pertinence de ses textes fondateurs qui couvrent tous les domaines importants, politique, économique que social, en faisant un effort particulier sur le problème des kurdes, les relations extérieures et l'avenir de l'Irak . Mohamed Bagher ALSADER est le chef de ce mouvement.

Le concept de la liberté pour HIZB ALDAAWA est expliqué par son chef ALSADER qui divise l'autorité en trois parties : législative, exécutive, et judiciaire.

Selon lui, puisque Dieu est à l'origine de tout pouvoir, c'est à lui de préciser la façon dont l'autorité doit être exercée. Autrement dit : la religion est la seule source de la constitution, sa modification ne peut être réalisée que par les religieux .La population se trouve ainsi écartée de toute participation à la politique .Aussi, les candidats pour les élections présidentielles doivent être choisis par les religieux qui demeurent les seuls à pouvoir légiférer. Ce mouvement prône enfin un régime à parti unique.

En définitive , nous remarquerons qu'il existe plusieurs mouvements importants sur la scène politique islamique. On peut les regrouper , selon leur conception de l'état en quatre groupes , à savoir : un groupe chiite, représenté par HIZB ALDAAWA, dont l'Iran sert d' exemple pratique, puis les trois autres tous sunnites sont Hizb Altahrir, Les frères Musulmans et Aljihad tous sunnites. Au sein de chacun de ces mouvements il existe des extrémistes et des modérés. Ces derniers bien que beaucoup plus nombreux, organisés et sages que les extrémistes, ne constituent malheureusement pas la représentation caricaturale que se fait l'Occident de l'Islam.

CONCLUSION

Ainsi que nous l'avons vu, la très grande majorité des mouvements islamistes sont avant tout des mouvements politiques, qui visent le retour vers un état islamique, authentique avec à sa tête khalife chargé d'appliquer la loi islamique.

Ces mouvements dotés d'une dynamique évolutive propre à chacun ont pris des voies différentes pendant quatorze siècles pour trouver les réponses qu'ils jugent le plus adaptées pour faire face aux menaces anti islamistes et au jeu combien complexe des intérêts politiques.

Notons que leurs seuls premiers y compris à travers l'exemple douloureux de l'Algérie convergent vers la reconnaissance de leur existence en tant que mouvement socio-politique à travers une conquête de l'espace public. Le combat a connu des fluctuations en fonction de la présence des forces colonialistes. En fait, le plus souvent, ce sont les injustices commis par les occidentaux au nom du modernisme, de la démocratie et de la laïcité contre les population autochtones majoritairement arabo-musulmanes qui ont fourni les excellents prétextes favorisant l'émergence de ces mouvements. De leur point de vue, les islamistes n'ont fait que cristalliser ces

frustrations et d'abattre sur la scène politique nationale, et dans certains cas internationale, les revendications populaires.

Souvent aptes à gouverner, ils se laissent quelque fois dépasser par les mouvements des foules par manque de maturité, mais lorsqu'ils réussissent, ils sont taxés d'anti démocratiques et de populistes.

Quoiqu'il en soit, force est de constater que l'usage de la coercition par des gouvernements, asservis au monde occidental dans le but d'obtenir les gages nécessaires à leur évolution vers le monde industriel, n'a donné que des résultats indignes d'être reportés démontrant que les pires massacres pouvaient être tolérés s'ils se faisaient au nom d'une certaine démocratie.

En tout état de cause, ce type de violence n'a pu qu'alimenter un cycle infernal dont les seules victimes sont les populations civiles.

Cependant, lorsque dans certains cas, les mouvements islamistes étaient intégrés à la vie politique, ils ont démontré qu'ils étaient des facteurs de stabilité et de démocratie. Les enjeux économiques mondiaux sont si prioritaire au regard de toute autre considération que toutes les nations islamisées ou non ne sont pas jugés à la même aune.

Ainsi, bien qu'appliquant la lois islamique à la lettre et dans son intégrité, bien qu'étant reconnue insouciante des droits des hommes autre que nationaux, l'Arabie Saoudite s'est vue réservée une place de choix dans le concert des alliances occidentales.

Mais il serait erroné de nier les évidences. En effet, il existe dans ce monde un nombre d'islamistes extrémistes, bien que minoritaires, qui n'hésitent pas à manipuler les populations majoritairement analphabètes et qui profitent de la foi de certains croyants pour atteindre leurs objectifs politiques.

Bien souvent, ceux ci font long feu et sont rattrapés par les désillusions des foules qui se tournent à nouveau vers un Islam plus modéré.

Faute de projet politique sérieux et raisonnable, faute de structure et d'organisation leur espérance de vie politique est de courte durée.

Pourtant, dans certain cas, des alliances de circonstance peuvent voir le jour entre les différentes factions, elles réunissent alors leur force de persuasion soit pour rejeter en bloc des valeurs étrangères à leurs traditions et à leurs cultures en vigueur dans le pays à titre de lègue imposé par le précédent colonisateur soit de renverser un

gouvernement partisan de ces valeurs souvent amalgamées avec l'occident, la démocratie et la laïcité.

Il est indéniable de reconnaître que la démocratie ne saurait revêtir qu'en seul visage monochrome, l'Islam est une autre forme de démocratie sans doute mieux adapté au monde arabo-musulman.

A trop confondre et à vouloir à tout prix imposer une vision étroite des valeurs occidentales, le monde industrialisé risque d'encourager des extrémistes d'accéder aux pouvoirs et ne plus maîtriser le cours des événements, rompant souvent un équilibre régional précaire.

Le cas de l'Afghanistan démontre que les Talibans sont loin de servir le peuple qu'ils dominent et encore moins les intérêts étrangers.

La meilleure solution pour les pays musulmans pourrait donc être l'application de la démocratie, sans qu'elle soit imposée par les gouvernements qui veulent appliquer l'exemple occidental à 100% sans tenir compte d'idéologie musulmane, ni celle de 99,99% de pays musulman, mais c'est forme souhaitée par la majorité de la population, car c'est la façon la plus sûre pour arriver à la stabilité.

C'est ce que les Etats-Unis ont finalement compris. Ils regrettent sans doute de n'avoir pas établi de relations avec KHOMINI avant la révolution islamique. Il tentent du faire aujourd'hui avec Les frères musulmans en Egypte, ce qui déplaît au gouvernement égyptien qui ne cesse d'accuser les Etats-Unis de s'ingérer dans ses affaires intérieures.